

BUSINESS

M A G I N E

L'HEBDO ÉCONOMIQUE DE MAURICE

DOLLAR/YUAN
VERS UNE
NOUVELLE GUERRE
DES MONNAIES

IMPORT-EXPORT
LE CONFLIT ARMÉ
EN UKRAINE POUSSE
LES OPÉRATEURS À
SE TOURNER VERS
L'ASSURANCE-CRÉDIT

BUSINESS
FILES

AGRICULTURE
DYNAMISER
LE MARCHÉ
DES FRUITS ET
LÉGUMES



CRISE ALIMENTAIRE
ALERTE DE
NIVEAU 1 POUR
MAURICE

MALACHY MCALLISTER
(CEO D'AFRASIA BANK)

**«LES BANQUES LOCALES
DOIVENT SE CONFORMER AUX
SANCTIONS À L'ENCONTRE DE
LA RUSSIE»**



BANQUIER CHEVRONNÉ, MALACHY MCALLISTER A EU UN RICHE PARCOURS INTERNATIONAL. AVANT DE PRENDRE SES FONCTIONS EN TANT QUE CEO D'AFRASIA BANK EN DÉCEMBRE DERNIER, IL A TRAVAILLÉ PENDANT CINQ ANS ET DEMI À MOSCOU. JETANT UN REGARD ÉCLAIRÉ SUR LE CONFLIT RUSSO-UKRAINIEN ET L'IMPACT DES SANCTIONS ÉCONOMIQUES QUI FRAPPENT LA RUSSIE, IL SOUTIENT QUE NOUS ASSISTONS FORT PROBABLEMENT À UNE NOUVELLE CONFIGURATION GÉOSTRATÉGIQUE DU MONDE AVEC, D'UNE PART, LES ÉTATS AUTORITAIRES ET, DE L'AUTRE, LES DÉMOCRATIES. AU PASSAGE, IL MET EN GARDE LES BANQUES MAURICIENNES SUR LA NÉCESSITÉ D'ÊTRE EXTRÊMEMENT ATTENTIVES ET DE SE CONFORMER PLEINEMENT À TOUTES LES NOUVELLES SANCTIONS À L'ENCONTRE DE LA RUSSIE. DANS UN AUTRE VOLET DE CET ENTRETIEN EXCLUSIF QU'IL A ACCORDÉ À BUSINESS MAGAZINE, LE CEO D'AFRASIA BANK ÉVOQUE LA FANTASTIQUE FENÊTRE D'OPPORTUNITÉS QUI S'OUVRE POUR LE SECTEUR FINANCIER BANCAIRE ET NON BANCAIRE SUIVANT LA SORTIE DE MAURICE DE LA LISTE NOIRE DE L'UNION EUROPÉENNE ET L'INCLUSION DE JURIDICTIONS CONCURRENTES COMME DUBAÏ SUR LA LISTE GRISE DU GROUPE D'ACTION FINANCIÈRE.

RICHARD LE BON
PHOTOS : KEVIN MEMRAJ MAHADOO

MALACHY MCALLISTER
(CEO D'AFRASIA BANK)

«LES BANQUES LOCALES DOIVENT SE CONFORMER AUX SANCTIONS À L'ENCONTRE DE LA RUSSIE»

Avant de prendre vos fonctions à Maurice en décembre dernier, vous avez travaillé en Russie pour le compte de la HSBC. Vous avez certainement pu constater les tensions dans cette partie du monde. Cela dit, quel regard jetez-vous sur la crise russo-ukrainienne ?

Ayant vécu cinq ans et demi en Russie, c'est une chose très douloureuse et personnelle à voir. Cette situation de guerre n'est pas seulement une catastrophe pour l'Ukraine, mais aussi pour la Russie. L'impact sur la Russie pourrait, en fait, s'inscrire sur le plus long terme. Si l'Ukraine finit par renforcer ses liens avec l'Occident et rejoint l'Union européenne, tandis que la Russie s'isole davantage du monde, potentiellement pour de nombreuses années, cela pourrait être terrible pour toute une génération de jeunes en Russie.

En prenant du recul, je dirais que j'ai observé deux choses assez frappantes depuis l'invasion militaire de l'Ukraine, le 24 février. Premièrement, la fermeté de la réponse concertée et robuste des États-Unis, de l'Union européenne et du Royaume-Uni, malgré la division entre les pays occidentaux, à l'invasion de la Russie. La réponse en termes de sanctions et de soutien à l'Ukraine a été assez spectaculaire. Cela peut, en

effet, annoncer une sorte de nouvelle configuration géostratégique du monde entre les États autoritaires et les démocraties. C'est peut-être quelque chose qui nous accompagnera pendant un certain temps encore. L'autre élément que je trouve tout à fait remarquable est la résistance acharnée du peuple ukrainien et de l'armée, sous la direction charismatique du président Zelensky. Il semble donc qu'une forme d'accord sera trouvée pour que l'Ukraine conserve son indépendance, même si elle doit renoncer à certains des territoires occupés.

L'Europe vient d'adopter un quatrième train de sanctions à l'encontre de Moscou, ciblant les intérêts économiques russes et visant à exclure la Russie du système financier mondial. Quel impact aura la fragilisation du géant (12^e économie au monde) sur l'ensemble de l'économie mondiale ?

Nous devons penser à la Russie à plusieurs niveaux. La Russie n'est pas seulement une très grande économie, mais aussi un très grand importateur et un très grand exportateur. Cette économie est maintenant soudainement coupée du monde. À ce jour, les sanctions permettent au commerce de l'énergie de se poursuivre, mais on peut se demander pour combien de

temps encore. Il semble que l'Union européenne vient de gagner du temps pour réduire sa dépendance énergétique vis-à-vis de la Russie pour l'hiver prochain. En termes purement numériques, il s'agit d'une réduction spectaculaire de la demande dans l'économie mondiale, et cela aura un effet macroéconomique qui touchera principalement l'Europe, le principal partenaire commercial de la Russie, qui représente 37,3 % du commerce total de marchandises du pays avec le monde. Nous en voyons le résultat, en termes de taux de change de l'euro, et les marchés boursiers en Europe reflètent des perspectives de croissance plus faibles.

D'un point de vue macroéconomique, Maurice, en étant simplement très éloigné de tout cela, ne sera pas beaucoup affecté. L'impact se situe à un niveau granulaire en termes de sanctions et là, bien que nous soyons loin de la Russie, les banques mauriciennes doivent être extrêmement attentives à ce qu'elles se conforment

pleinement à toutes les nouvelles sanctions. Le non-respect de ces sanctions ne peut qu'avoir de graves répercussions sur notre image de centre financier international et donc, sur les banques correspondantes qui fournissent des services de paiement en euros et en dollars. Un autre impact concerne les prix des matières premières, en particulier l'énergie et les denrées alimentaires, car la Russie n'est pas seulement l'un des plus grands exportateurs d'énergie, mais la Russie et l'Ukraine combinées sont de très grands exportateurs de denrées alimentaires, notamment de blé. L'impact se fera sentir à Maurice et les consommateurs devront faire face à un coût plus élevé de l'énergie et de la nourriture. De même, de nombreux pays d'Afrique subsaharienne seront affectés. Les difficultés et l'impact humain de cette situation peuvent devenir assez dramatiques dans de nombreux marchés africains proches de nos frontières.

«IL SEMBLE QU'UNE FORME D'ACCORD SERA TROUVÉE POUR QUE L'UKRAINE CONSERVE SON INDÉPENDANCE, MÊME SI ELLE DOIT RENONCER À CERTAINS DES TERRITOIRES OCCUPÉS»



Comment les sanctions pourraient-elles affecter les relations économiques et commerciales entre la Russie et Maurice ?

Maurice a signé deux protocoles d'accord en novembre 2018 pour renforcer les opportunités d'investissement et de commerce avec la Russie, mais en réalité, les investissements directs étrangers et le commerce sont très limités. Donc, l'impact est assez limité, dans un sens direct. Les investissements directs étrangers en provenance de Russie se sont élevés à 3,9 millions de dollars en 2017, les importations en provenance de Russie se sont élevées à 11,4 millions de dollars, tandis que les exportations se sont élevées à 2,1 millions de dollars. Les trois principaux produits d'importation étaient les pierres précieuses/semi-précieuses, les gaz de pétrole liquéfiés et la Vodka alors que les principales exportations de Maurice vers la Russie étaient le thon, le sucre spécial et les tee-shirts. En tant que telles, je ne pense pas que les sanctions affecteront spécifiquement les relations économiques et commerciales entre les deux pays, qui sont d'assez faible ampleur.

Au niveau d'AfrAsia, comment est-ce que vous traitez avec la clientèle russe dont les holdings offshore sont implantées à Maurice ?

Il est bien connu que les sociétés russes et les individus russes ont utilisé les centres financiers offshore à grande échelle, mais principalement des juridictions comme la Suisse et Chypre. Maurice a une activité très limitée de clients russes et nous pourrions dire la même chose pour AfrAsia. Cela dit, je voudrais réitérer l'importance, à un niveau technique, pour les banques d'être très prudentes, très attentives et très détaillées



«LE NON-RESPECT DE CES SANCTIONS NE PEUT QU'AVOIR DE GRAVES RÉPERCUSSIONS SUR NOTRE IMAGE DE CENTRE FINANCIER INTERNATIONAL ET DONC, SUR LES BANQUES CORRESPONDANTES QUI FOURNISSENT DES SERVICES DE PAIEMENT EN EUROS ET EN DOLLARS»

sur la façon dont elles appliquent les sanctions, car nous pourrions nous retrouver avec des situations où des détenteurs de capitaux russes – ils peuvent être légitimes mais probablement pas – qui, sur la base de sanctions strictes dans d'autres juridictions, pourraient vouloir transférer leur richesse à Maurice et entrer par d'autres moyens si les banques ne sont pas suffisamment prudentes.

Abordons le volet de la sortie de Maurice de la liste noire. Maurice pourra-t-il convaincre les investisseurs internationaux, qui pendant ces 18 derniers mois ont délaissé Maurice pour des juridictions concurrentes comme Singapour et Dubaï, de se tourner à nouveau vers notre juridiction pour leurs structurations financières ?

La sortie de Maurice de la liste grise du GAFI et de la liste noire de l'Union européenne est un développement vraiment positif. En fait, il s'agit d'une réussite remarquable des autorités mauriciennes, qui ont réussi à mener à bien une liste très complexe et technique de réformes dans un délai très court. Cela renforce la confiance et la réputation de l'environnement réglementaire du pays. Sans aucun doute, c'est un travail très bien fait et nous avons vu un impact très positif.

Lorsque Maurice a été placé sur la liste noire, il n'y a pas eu de baisse particulière de l'activité relative au secteur global business, mais plutôt une pause. Aujourd'hui, la voie est à nouveau dégagée et nous pouvons déjà constater un nouvel élan. De même, on a constaté que certains centres de services financiers offshore qui, dans un certain sens, sont les concurrents de Maurice, notamment les îles Caïmans, Malte et Dubaï, sont passés sous la surveillance du Groupe d'action financière.

Étant donné que Maurice est sorti de ces listes et qu'il a prouvé que ses normes sont à la hauteur des normes internationales, cela lui offre une opportunité raisonnable de gagner des marchés. Prenez, par exemple, les fonds ou les gestionnaires d'actifs qui s'installent à Dubaï ; ils constatent que les banques sur place ne sont pas très expertes en matière d'activité bancaire pour ce type de fonds offshore, qui sont assez compliqués à gérer car ils nécessitent une bonne compréhension des structures fiduciaires et de la loi sous-jacente. Chez AfrAsia, nous avons vu des opportunités de bancaiser cette activité pour les structures offshore qui sont établies à Dubaï. Je pense qu'il y a là des perspectives prometteuses pour Maurice. Il s'agit de bien se positionner.

Selon un récent rapport de Moody's, 54 % des dépôts dans le secteur bancaire émanent de l'offshore. Qu'en est-il du segment B chez AfrAsia ?

Chez AfrAsia Bank, la proportion des dépôts provenant des entreprises du segment B est encore plus élevée. Et je m'attends à ce que cette proportion augmente encore plus car notre ambition est d'être une banque internationale mauricienne prospère. C'est une stratégie propre à AfrAsia. Il s'agit d'utiliser Maurice en tant que centre de commerce et de financement international sur l'axe Afrique-Asie pour faciliter les investissements transfrontaliers. Et c'est tout à fait dans notre ADN d'agir comme intermédiaire pour les flux de commerce et de financement internationaux.

La guerre en Ukraine a plongé le monde dans une période de volatilité, d'incertitude, de complexité, d'ambiguïté et de disruption. Est-ce que cela va se ressentir dans les décisions d'investissement ? Chez AfrAsia, quel est votre constat ?

La guerre en Ukraine va provoquer une hausse des prix des matières premières, ce qui entraînera une inflation et, par conséquent, une hausse des taux d'intérêt. Tout cela sera combiné à une volatilité et une incertitude durables, surtout si la guerre se prolonge. Je pense donc que les thèmes d'investissement des mois à venir s'articuleront autour de ces quatre catégories : matières premières, inflation, taux d'intérêt et volatilité.

Quand on sait que le secteur bancaire et le global business sont fortement interconnectés à Maurice, est-ce qu'il faut s'attendre à un renforcement du secteur financier bancaire et non bancaire résultant de la sortie de Maurice de la liste noire ?

Je pense que le secteur bancaire local est déjà bien positionné. Le pays a traversé de nombreuses épreuves ces dernières années, en particulier le secteur bancaire. On a notamment souffert de la liste noire, de la pandémie et des restrictions qui en ont résulté pour l'industrie du voyage. Le secteur bancaire a donc été soumis à de fortes pressions, mais nous nous en sommes sortis en très bonne forme. Chez AfrAsia, nous n'avons jamais ressenti de pression sur notre livre de dépôts. Nos dépôts ont continué à croître malgré les épisodes de la liste noire, la pandémie et divers blocages.





[EN COUVERTURE/INTERVIEW]

En termes de confiance des investisseurs et du point de vue de la crédibilité du cadre réglementaire, je pense que le centre financier de Maurice est très bien positionné. Je vois donc une croissance à venir, alors que nous entrons dans une phase de reprise post-pandémie, en particulier pour le tourisme, et je vois des opportunités à venir sur des bases très solides.

Comme la plupart des acteurs du secteur bancaire, AfrAsia a su passer avec succès le cap de la crise. La banque a enregistré une solide performance financière pour le semestre clos le 31 décembre 2021 avec un résultat net d'impôt de Rs 769,8 millions. Quels sont les facteurs sous-jacents à cette performance ?

Notre banque a enregistré de solides résultats au deuxième trimestre, reflétant sa croissance continue et sa résilience. Cette performance est la combinaison d'une croissance durable du bénéfice d'exploitation, d'une augmentation des bénéfices de tous les secteurs d'activité ainsi que des recouvrements d'actifs non performants. Nous prévoyons de maintenir cette dynamique alors que nous bouclons l'année financière. Nos revenus nets de commissions ont augmenté de 31 % grâce à l'activité accrue des clients. Notre base de dépôts a également connu une forte croissance de 18 %, reflétant le niveau de confiance des clients dans la banque.

Si les banques restent largement profitables, en revanche, elles sont sujettes à des critiques. On estime qu'elles se sont montrées excessivement prudentes en respectant trop scrupuleusement les normes macro-prudentielles. Dans ce processus, elles n'ont pas soutenu comme il le fallait l'économie réelle. Vos commentaires ?

Le fait que notre portefeuille

de prêts ait augmenté de plus de 43 % au cours du premier semestre de l'exercice financier montre que nous sommes absolument déterminés à mettre notre capital au service de l'économie mauricienne. Comme je l'ai mentionné précédemment, nous nous concentrerons sur l'activité transfrontalière. Qu'il s'agisse d'aider les entreprises mauriciennes à commercer et à investir à l'étranger, ou de financer des entreprises internationales qui veulent s'établir et investir dans la juridiction mauricienne, je pense que notre point fort est de bancariser et de financer cet aspect transfrontalier de l'économie mauricienne.

Les entrepreneurs disent éprouver des difficultés pour se procurer des devises étrangères sur le marché. Qu'en est-il ?

C'est vrai. Le stock de devises étrangères a été affecté par la situation dans le tourisme et au niveau des exportations. De plus, les détenteurs de Forex veulent les conserver. Donc, il y a un déséquilibre sur le marché. Face à cette situation, la Banque de Maurice est intervenue pour fournir des devises sur le marché. Quand est-ce que la situation s'améliorera ? Je répondrais que tout cela dépendra des conditions du marché. Du côté des banques, nous nous retrouvons dans l'obligation d'équilibrer nos comptes.

Une nouvelle équipe est en place chez AfrAsia. On sait qu'il y a eu des dissensions au niveau du conseil de direction. Est-ce que la sérénité est revenue ? Avez-vous un message à faire passer aux actionnaires ?

Je ne peux pas parler du passé, mais je peux m'exprimer sur ce que j'ai vu depuis mon arrivée. Et je peux parler de l'avenir et de la façon dont je vois les choses à partir de là où nous sommes.

Depuis mon arrivée, j'ai constaté que le conseil d'administration s'est engagé à respecter des normes de gouvernance élevées et à exercer ses responsabilités de surveillance avec beaucoup de rigueur et de professionnalisme. Et mon interaction avec le conseil a été très productive et très professionnelle. L'équipe de direction et tous les collègues d'AfrAsia ont abattu un travail fantastique au cours de l'année écoulée pour permettre à la banque de traverser la pandémie en toute sécurité. Le volume de nouvelles affaires que nous avons traitées l'année dernière est vraiment remarquable.

J'ai hérité d'une banque prospère qui a une trajectoire de croissance très forte. Et alors que nous entrons dans ce que nous prévoyons être une sorte de phase de reprise post-pandémique de l'économie, combinée à la dynamique résultant de la sortie de la liste noire, nous devrions voir une certaine demande refoulée pour les services offshore. Et les banques bénéficieront plus largement d'un environnement de taux d'intérêt en hausse. Je pense qu'il y a toutes les raisons d'être confiant et optimiste quant au fait qu'AfrAsia Bank disposera d'un vent favorable à ses activités dans l'année à venir, ce qui devrait nous permettre d'investir dans nos systèmes, dans notre personnel et de construire une banque pour l'avenir.

L'AfrAsia Bank se positionne comme une banque d'affaires avec un fort positionnement sur l'Afrique et l'Asie. On sait que la vision de Maurice est de se positionner comme un centre financier international à mi-chemin entre ces deux continents. Comment AfrAsia s'intègre-t-elle dans cette vision ?

Les tendances semblent indiquer que l'Afrique devient plus centrale dans nos activités mondiales. Étant donné que les avantages fiscaux du financement offshore de Maurice vers l'Inde sont désormais fortement réduits, l'activité indienne et asiatique devient relativement moins importante dans le secteur de global business. Aujourd'hui, il est surtout question de fonds qui investissent en Afrique. Nous voyons des entreprises africaines mettre en place des structures de holding et des entités commerciales à Maurice parce qu'elles veulent devenir régionales.



«J'AI HÉRITÉ D'UNE BANQUE PROSPÈRE QUI A UNE TRAJECTOIRE DE CROISSANCE TRÈS FORTE»

Ma vision pour AfrAsia Bank est que nous allons de plus en plus favoriser les synergies et la collaboration entre nos différents secteurs d'activité. Ainsi, lorsque nous avons un client international qui a mis en place des structures à Maurice, et qu'il investit dans une entreprise en Afrique, à partir du moment où l'étape de

diligence raisonnable a été franchie, nous sommes en mesure de développer des activités de prêt sur cette base. De même, dans le cas d'une entreprise africaine ou d'un entrepreneur africain prospère qui souhaite protéger le patrimoine de sa famille en mettant en place une structure fiduciaire à Maurice, à AfrAsia, nous avons toute l'expertise nécessaire pour soutenir cette démarche. Notamment en répondant aux besoins de la famille en matière de banque privée et de gestion de patrimoine à Maurice. Le prochain chapitre pour AfrAsia Bank consistera donc à faire en sorte que tous les pistons de notre moteur fonctionnent ensemble, se renforcent mutuellement, et ce dans un contexte où l'histoire de l'investissement et de la croissance en Afrique devient la principale histoire de Maurice.